

# «Le gouvernement doit participer à une table ronde sur Nidau»

## ÉLÈVES FRANCOPHONES À NIDAU

Répondant à une question de Pierre-Yves Grivel (PLR, Bienne), Bernhard Pulver a relevé hier que la Direction de l'instruction publique (DIP) n'interviendrait pas officiellement à propos du refus de Nidau de soutenir la scolarisation d'élèves francophones à Bienne: *Nous accompagnerons Bienne et Nidau dans cette affaire, mais une intervention n'est pas prévue*, a nuancé le directeur de l'Instruction publique. Ce qui est sûr, c'est que la DIP ne peut pas obliger les communes de Nidau et Bienne à poursuivre leur collaboration: *«Nous ne sommes pas habilités à émettre des prescriptions»*, a insisté hier Bernhard Pulver.

Quant à déceler une atteinte au bilinguisme cantonal dans l'attitude de Nidau comme le laissait entendre Pierre-Yves Grivel, Bernhard Pulver a affirmé que le Conseil exécutif tenait beaucoup au bilinguisme cantonal: *«Nous le rappellerons d'ailleurs lors des négociations entre Bienne et Nidau et nous inviterons dès lors cette dernière commune à respecter ce précieux attribut de notre canton.»*

Hier, Pierre-Yves Grivel n'a pas manifesté d'étonnement face à cette réponse: *«Le canton ne veut pas intervenir, il veut simplement accompagner. A mon avis, une séance entre Bienne, Nidau et les autorités cantonales est absolu-*



Pierre-Yves Grivel estime que le canton doit s'impliquer dans le dossier de Nidau. S. GERBER

*ment nécessaire. Je crois d'ailleurs savoir qu'elle sera organisée par le maire de Bienne Erich Fehr. Il faut absolument que le canton y participe, même s'il ne peut pas prendre de décision formelle dans ce cas précis.»*

Dans un deuxième temps, le député radical estime qu'il faudrait absolument entendre les politiciens de la région dans cette affaire, Romands et Biennois en particulier.

Cela dit, l'intéressé avoue comprendre la réserve de la DIP, qui a en quelque sorte les mains liées par l'autonomie communale et le principe de la territorialité des langues.

**TABLE RONDE ET VOTE** Toujours est-il que le député se demande pourquoi ce qui a été possible pendant des années ne semble plus l'être aujourd'hui: *«On invoque des questions d'argent, ce qui me semble un peu court. Nidau devrait se souvenir qu'elle abrite une préfecture bilingue et une bibliothèque francophone, par exemple. En tout cas, toute cette histoire ne constitue pas un bon exemple pour le bilinguisme cantonal, surtout après le vote du 24 novembre. A mon avis, il faut continuer de soutenir les Romands.»*

C'est pourquoi l'élu radical attend

énormément de cette table ronde, mais aussi du vote populaire qui fera suite à l'aboutissement du référendum: *«A elle seule, la table ronde ne suffira pas. Mais, heureusement, de nombreux Alémaniques de Nidau ont signé le référendum. J'y vois la preuve que cette question les interpelle également.»*

Pour expliquer la décision des autorités de Nidau, notre interlocuteur rappelle qu'il y a vingt ans, les Romands du lieu étaient avant tout des cadres: *«Aujourd'hui, ce sont plutôt des Maghrébins en difficulté sociale. Dans ce contexte, la question de la population étrangère doit faire partie de la réflexion que le canton entreprendra avec ses partenaires. Cette discussion doit aussi concerner Bienne, où les francophones sont toujours assimilés à des Romands, alors qu'ils ne sont pas tous Vaudois ou Fribourgeois.»*

**LE RÔLE DES ÉTRANGERS** Pour Pierre-Yves Grivel, en tout cas, les étrangers qui parlent le français contribuent aussi à la défense de cette langue: *«Ils ne sont pas tous aux Œuvres sociales. C'est un mauvais amalgame que d'aucuns font. Parmi ces étrangers parlant notre langue, il y a aussi des dentistes et des médecins. Décidément, je n'apprécie pas du tout l'amalgame que certains politiciens font...»*